

Programme Graine

18 techniciens en formation au Maroc

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LA compagnie américaine Caterpillar et le gouvernement, à travers le programme Gabonais des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (Graine) et la Société de transformation et du développement rural (Sotrader) ont signé, en août 2015, à Libreville, lors du New York Forum Africa, un accord de 84

milliards de francs portant sur l'achat de 475 bulldozers devant servir à l'aménagement des surfaces cultivables dans le cadre de la mise en route du programme Graine. Pour l'entretien et le suivi desdits engins, notre pays a récemment envoyé un premier groupe de 18 techniciens de la Sotrader en formation au Maroc. Un apprentissage de trois semaines sur la maintenance des équipements et la réparation des machines.



Photo : DR

Ces engins lourds n'auront plus aucun secret pour les 18 techniciens qui se trouvent en ce moment en formation au Maroc.

Tout au long du stage, cinq modules sont proposés à nos compatriotes : le service Industrie, le moteur Diesel, l'électricité, l'hydraulique et la transmission, avec, à leur disposition, un large panel de tracteurs et d'excavateurs Caterpillar D6 R et 323. A l'issue de cette formation, qui s'achève le 9 avril prochain, les techniciens se perfectionneront jusqu'à l'obtention de leur certification, avant de revenir au Gabon et appli-

quer sur le terrain les compétences acquises au Maroc. A noter que Sotrader est née du fruit d'un partenariat public-privé conclut entre le Gabon et le groupe Olam International, avec pour finalité de créer une force de maintenance active contribuant de manière significative au développement du programme Graine, et de se positionner en tant que référence dans le secteur agricole en Afrique.

Fin du séminaire sur l'évaluation de la SNDS
Urgence de la création d'un institut

FA.
Libreville/Gabon

LA mise en place d'un Institut et d'un Comité de la statistique est l'une des recommandations faites par les experts ayant évalué au cours de l'atelier de la première Stratégie nationale pour le développement de la statistique (SNDS) au Gabon. Des travaux sanctionnés par un rapport sur l'évaluation finale de la SNDS (2011-2015) et la mise en place de la seconde.

« Du point de vue de cette évaluation, nous en tirons de grandes satisfactions, étant donné que nous avons montré le bilan de la première SNDS comme étant positif et montrer également que l'Etat gabonais a largement participé à cette



Photo : FA

Les experts et...

stratégie et il ne manque qu'à voir les perspectives. Celles-ci tiendront compte du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), des orientations des nouvelles données des Objectif du développement durable (ODD) et de l'intégration de tout ce qui concerne la révolution des données. Tout cela sera mis dans la nouvelle stratégie. Cette der-

nière devra être pleinement intégrée dans le Plan national de développement », a relevé M. Nguema, directeur général adjoint de la Statistique. Venu pour examiner la première SNDS et mettre en place les perspectives pour les années à venir, les experts pensent qu'il y a urgence à créer un institut, avant de créer une seconde



Photo : FA

... les agents de la direction de la Statistique faisant le point sur les cinq jours de travail.

SNDS. « Il ressort de cette évaluation que l'urgence sera d'abord de mettre en place les organes de coordination de la statistique, et également le Comité national d'Information statistique. Notre mission pense donc que ce sera la priorité dans les prochains mois. Ensuite, le gouvernement devra mettre en place une seconde SNDS, qui soit syn-

chronisée et qui réponde aux besoins de la prochaine phase du Plan national du développement du pays », a expliqué Rudolphe Petras, expert de Paris21. Une évaluation qui a été faite conjointement avec d'autres organisations, tels qu'Afristat, la Banque mondiale et la Communauté économique pour l'Afrique (CEA).

L'élaboration d'une SNDS se fait en plusieurs mois. Elle est « issue d'un long processus participatif qui implique non seulement la DGS, mais aussi l'ensemble du pays et les autres producteurs de la statistique au niveau sectoriel, utilisateurs, secteurs privé et bailleurs de fonds », a indiqué Rudolphe Petras. Ce processus participatif a pour objectif de produire un document qui orientera le développement de la statistique des cinq (5) prochaines années. Rappelons que cette évaluation a été fondée sur 5 axes. Entre autres, les réformes institutionnelles et organiques, le renforcement des ressources humaines et naturelles et la coordination, la publication, la diffusion et l'appropriation.

Clôture du Colloque international de Libreville

Pas de modèle en termes de gouvernance

FA.
Libreville/Gabon

Débuté le 24 mars, sous le thème "les enjeux de la gouvernance publique en Afrique", le Colloque international de Libreville « Regards croisés sur le développement en Afrique » s'est achevé, deux jours plus tard, à l'hôtel Boulevard.



Photo : FA

Le représentant du ministre de l'Agriculture, Simon Peter (c) entouré du président du CIL, Bachir Mazouz (d) et du directeur de LARSIG, Pierre Indjendje Ndala. Photo de droite : Les participants à l'ouverture des travaux.

ORGANISÉ, chaque année, par le Laboratoire de recherches en sciences de l'informatique et de gestion (LARSIG), le 3e Colloque international de

Libreville, "Regards croisés sur le développement en Afrique", qui avait pour objectif d'élaborer des pistes de négociation et de collaboration pour la restitu-

tion et l'appropriation des résultats de recherche du LARSIG, s'est achevé le 26 mars dernier. Durant ces assises, des ateliers ont été organisés au-



Photo : FA

tour du thème « les enjeux de la gouvernance publique en Afrique ». A ce sujet, le président de ce colloque 2016, le Pr Bachir Mazouz, lors de la conférence inau-

gurale, a déclaré que la gouvernance publique repose sur plusieurs piliers. « Quand on parle de gouvernance, on parle d'institutions, de structure,

d'organisations, de cadres de gestion et d'outils de gouvernance. » Avant d'ajouter qu'il n'y a pas de modèle à suivre en terme de gouvernance. Mais, ce sont, par contre, les résultats qui comptent. Aussi, les moyens ne font pas la grandeur de l'homme pour ceux-là qui croient qu'avec des moyens, on peut faire des choses extraordinaires. A l'issue de ces rencontres, des actes des meilleures communications validés par le Conseil scientifique, ont été établis et seront publiés dans une revue scientifique partenaire.

Capital-Investissement

La BAD investit dans la santé en Afrique

FA. (Source Jeune Afrique)
Libreville/Gabon

LE conseil d'administration de la Banque afri-

caine de développement (BAD) a approuvé, dans un communiqué de presse, daté du 24 mars dernier, un investissement de 25 millions de dollars dans un fonds afri-

cain dédié à la santé sur les marchés à forte croissance du capital-investisseur Abraaj. Abraaj, spécialiste du private equity dans les pays émergents,

a collecté 25 millions de dollars auprès de la BAD pour son Growth Markets Health (Africa) Fund, un fonds consacré aux investissements dans le secteur de la santé en Afrique.

Ce montant permettra de fournir des financements pour des projets destinés à la classe moyenne et aux personnes à faibles revenus en Afrique. Cet investissement est en phase

avec la stratégie de la BAD visant à améliorer la vie des Africains avec différents partenaires financiers, a annoncé les deux partenaires dans un communiqué.